



Covid19 Projet Régional de Réponse Rapide – Grands Lacs (Covid19-P3RGL)

Termes de références/appel à candidatures consultant pour mener une étude de base

1. Brève présentation d'Internews

Internews est une organisation non gouvernementale qui se consacre au développement des médias dans une quarantaine de pays. En partenariat avec les médias locaux, Internews améliore l'accès et la qualité de l'information disponible localement. Dans un esprit d'innovation et d'entreprise, Internews facilite l'adaptation des médias classiques et nouveaux aux besoins en information des populations vivant dans un environnement difficile.

Présent en République Démocratique du Congo depuis 2011, Internews met en œuvre plusieurs projets dans le domaine des médias et de la participation citoyenne, notamment celle des femmes et des jeunes, appuyés notamment par l'USAID et FHI 360 (Activité de Développement du Secteur des Médias, Media Sector Development), la Commission Européenne, l'Ambassade de Suède ou encore DFID. Son programme et ses projets en RDC ont pour but d'appuyer le plaidoyer des OSC congolaises pour la liberté de la presse et l'accès à l'information, former les journalistes, renforcer les capacités des radios communautaires et favoriser les échanges d'information entre décideurs publics, journalistes, organisations de la société civile et citoyens.

Le bureau principal d'Internews en RDC est situé dans la commune de Gombe, à Kinshasa. Internews dispose également de bureaux à Bukavu (Sud-Kivu), Goma, Butembo et Beni (Nord Kivu).

2. Contexte du projet

Alors que la pandémie de Coronavirus bouleverse le monde entier, le continent Africain risque d'être frappé de manière disproportionnée avec une crise sanitaire à court terme et une crise économique et sociale dévastatrice dans les mois et les années à venir renforçant les inégalités. La pandémie s'est également manifestée par la prolifération de fausses informations, l'augmentation dramatique de violations des droits de l'homme et d'atteintes à la liberté d'expression, la fermeture de nombreux médias impactés par la crise économique.

Dans la région des Grands Lacs (Est de la RDC, Rwanda, Burundi, Ouganda, Ouest de la Tanzanie), le COVID-19 risque de fragiliser durablement les pays de la région en proie à de nombreux conflits, tensions politiques, conflits et problèmes liés à l'accès aux ressources et au foncier. Les pays de la région comprennent également de nombreuses populations réfugiées, déplacées et marginalisées particulièrement vulnérables à la crise sanitaire et aux nombreux problèmes économiques à venir. En RDC, dans les provinces de l'Est (Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri et Tanganyika), les décennies de conflit et violence ont eu un impact

considérable sur la confiance entre les populations et envers les autorités ; Ce qui favorise la prolifération de fausses informations, l'augmentation dramatique de violations des droits humains et limitant les efforts autour des actions de résilience. Les différentes dynamiques de conflits, les tensions entre réfugiés et communautés hôtes, les problèmes fonciers et de sécurité alimentaire, les violences basées sur le genre risquent d'être exacerbées par la pandémie. Les structures de santé ont également déjà dépassé les limites de leurs capacités du fait des autres épidémies d'Ebola, de rougeole et les nombreux cas de malaria.

En Ouganda, les communautés réfugiées, notamment les réfugiés congolais à Kyangwali, se sont retrouvées isolées par les mesures de confinement et les limitations de mouvement autour des camps. L'aide humanitaire se limite à l'essentiel notamment les services de base comme la santé, l'accès à l'eau, les abris, etc. Les communautés réfugiées ont un accès très limité aux informations sur la Covid 19 du fait de la barrière de la langue. Il existe également certaines tensions avec la communauté hôte du fait de l'augmentation des coûts de la vie et des difficultés d'approvisionnement. La situation est relativement similaire pour les réfugiés burundais à Kigoma dans l'Ouest de la Tanzanie.

Le Rwanda est le 1^{er} pays à avoir pris des mesures strictes de confinements qui ont des conséquences importantes sur les populations les plus marginalisées. L'information sur la pandémie est très centralisée et véhiculée du sommet vers la base. La fermeture des frontières entre le Rwanda, le Burundi et la RDC est en train d'avoir un grand impact sur les vies des populations dans ces trois pays. Les femmes commerçantes ont perdu leurs moyens de subsistance et les travailleurs journaliers sont au chômage. Cela risque aussi d'avoir un effet ricochet sur les droits de beaucoup des femmes marginalisées qui ont perdu leur autonomie économique.

Le Burundi traverse une grave crise politique depuis 2015 avec de tensions et violences communautaires et d'importantes violations des droits de l'homme. Les élections présidentielles de Mai 2020 et la crise sanitaire et économique liée à la pandémie de Covid-19 risquent d'exacerber la répression, les violences politiques et communautaires. Pour le moment, dans le contexte électoral et postélectoral, les autorités ont fait le choix de minimiser l'importance de la crise de Covid-19 et n'ont pas prises les mesures sanitaires nécessaires. La situation des droits de l'homme dans le pays risque de se détériorer de façon importante avec l'aggravation de la crise économique à venir. Enfin, à la suite du décès du président Nkuruziza, le pays entre dans une nouvelle phase dont le risque d'incertitude pourrait être ressentie sur le plan politique avec des conséquences fâcheuses qui pourraient s'étendre sur l'ensemble de la sous-région.

Dans la région, il existe certaines défaillances sur la manière dont l'information sur le virus est transmise à la population par les autorités et par les médias ; ce qui laisse la porte ouverte à une prolifération des rumeurs, de mauvaises et de fausses-informations. Deux types de troubles de l'information ont accompagné la propagation du virus. **Le premier est la prolifération de campagnes mondiales de désinformation et de propagande propagées par des théoriciens du complot sur l'origine du virus, son comportement et les mythes sur le traitement et la vaccination.** Nous voyons ensuite **la propagation communautaire de la désinformation et des rumeurs localisées dans les langues nationales et minoritaires, où les complots et la désinformation venant de l'étranger se diffusent selon des lignes de fracture politiques et communautaires, menaçant directement les stratégies de communication des risques et d'engagement communautaire (RCCE) des humanitaires et des autorités sanitaires locales.**

D'autre part, les journalistes des médias nationaux et communautaires ne sont pas préparés pour couvrir ce virus : ils manquent de compétences et d'information sur les techniques, sur les questions d'épidémiologie et de santé publique et cela dans un contexte d'accès limité aux

sources d'information. Ils manquent aussi de matériels notamment de masques pour couvrir la pandémie en toute sécurité. Dans bien des cas, ils ne sont que les relais de la propagande gouvernementale et ne questionnent pas les chiffres. Les radios communautaires en particulier ne sont pas en mesure de donner de l'information et des messages de prévention dans les langues locales à cause de la nouveauté de la maladie et des terminologies non encore maîtrisées. Beaucoup de gens n'ont pas encore accès à l'information sur la santé dans leur langue. D'autre part, il existe un fossé entre les médias, les organisations de santé et les ministères en charge qui nuit à la diffusion de l'information.

Enfin, les dirigeants nationaux et locaux sont peu enclins à la critique et on constate une augmentation des violations à la liberté de presse et aux droits numériques dans cette période de lutte contre la covid-19.

L'Union européenne à travers son Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) a accepté de financer pour douze mois allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 le projet « **Covid19 Projet Régional de Réponse Rapide – Grands Lacs** » (Covid19-P3RGL).

Le projet sera mis en œuvre par le consortium Pole Institute, International Alert sous le lead d'Internews Europe dans la région des Grands Lacs : Burundi, Rwanda, l'Est de la République Démocratique du Congo (Ituri, Nord et Sud Kivu, Tanganyika), Ouganda (Kyangwali) et l'Ouest de la Tanzanie (Kigoma). Le projet s'inscrit dans la continuité du travail de Pole Institute, d'International Alert et d'Internews dans la région dédiée à la riposte contre Ebola, la prévention des conflits et l'amélioration des écosystèmes de l'information, la lutte contre les rumeurs et les fausses informations.

3. Rappel des objectifs du projet :

Objectif global :

L'accès à une information précise, fiable et contextualisée ainsi que la sensibilisation des communautés à la prévention des conflits permettent de réduire l'impact de la pandémie de Covid19 sur les Communautés vulnérables de la Région des Grands Lacs (Burundi, Est de la RDC, Rwanda, Ouganda, Ouest de la Tanzanie)

Objectifs spécifiques :

- Les communautés vulnérabilisées par la pandémie de Covid19 ont un meilleur accès à une information précise, fiable et contextualisée sur la Covid19 mais aussi sur les risques de violences et de conflits dans la Région des Grands Lacs ;
- Le renforcement des compétences des structures communautaires et des acteurs locaux permet la réduction des violences et conflits liés à la crise économique engendrée par la pandémie de la Covid19.

4. Résultats attendus du projet :

Résultats 1 : L'accès des populations à l'information fiable et utile sur la Covid-19 est améliorée-

Résultats 2 : Les communautés vulnérables sont mieux informées grâce à des actions de sensibilisation ciblées et de proximité

Résultat 3 : Les conflits, tensions et violences notamment basés sur le genre sont minimisés grâce aux actions de prévention des structures communautaires et acteurs locaux.

5. Principales parties prenantes (cibles du projet) :

Les principales parties prenantes sont les plateformes communautaires (Groupes d'alerte et de prévention des conflits, clubs d'écoutes des radios, organisations de bases communautaires, etc) traitant des problèmes majeurs rencontrés par les communautés affectées par le Covid 19, la crise économique et des situations conflictuelles, les radios communautaires présentes dans les régions à risques, les médias indépendants (Radio, presse écrite et en ligne), les professionnels des médias, les acteurs de la riposte.

6. Objectifs de l'étude :

La présente étude vise à :

- Relever les principales perceptions de parties prenantes sur la pandémie à covid19 et ses liens avec le contexte de conflits afin de dégager une meilleure compréhension sur les contraintes et les besoins qui ont été identifiés lors de l'élaboration du projet
- Obtenir les données de référence pour les indicateurs des résultats et d'objectifs du cadre logique du projet
- Etablir les cibles (targets) réalistes et réalisables pour chaque indicateur de résultat et d'objectif du projet
- Assurer/tester la précision et l'utilité des indicateurs du projet et leurs moyens de vérification
- Proposer des améliorations méthodologiques pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation du projet

7. Résultats attendus de l'étude :

- Les perceptions des parties prenantes sur la manière dont la pandémie Covid-19 a affecté les populations sur le plan sanitaire et économique sont dégagées à travers des échantillons constitués dans les zones où sont focalisées les plus d'activités du projet (Rwanda, RDC (Nord-Kivu et Sud-Kivu) et Burundi
- Les indicateurs du projet sont précisés et les sources pour les vérifier sont définies
- Les données de référence sont collectées pour chaque indicateur de résultat et d'objectif ;
- Les cibles (targets) des indicateurs de résultats et d'objectifs sont définies ou ajustées
- Des propositions sont faites pour améliorer l'approche méthodologique de mise en œuvre et du suivi-évaluation du projet.

8. Méthodologie :

Le Consultant recruté pour mener cette étude a pour mission de produire une analyse pertinente permettant d'orienter l'équipe du projet dans l'élaboration du plan de mise en œuvre du projet à partir des données actualisées qui tiennent compte des différents axes du projet à savoir d'une part l'impact de la crise sanitaire de la covid19 et d'autres part la vulnérabilité des communautés due aux crises et violences que connaît la région des grands lacs depuis plusieurs années déjà. Le consultant proposera une méthodologie qui sera approuvée

d'avance par Internews. Le consultant privilégiera une démarche créative, sensible à la pandémie Covid-19, au conflit, au genre et plus globalement aux droits humains.

Vu l'urgence et les contextes de crise sanitaire limitant les mouvements, le consultant devra être capable de conduire cette étude en se servant des outils numériques de collectes de données et là où c'est possible, organiser des focus groupes en respectant les mesures barrières. Le consultant proposera une démarche permettant de recueillir les informations pertinentes sur les perceptions des parties prenantes du point de vue de :

- La manière dont la crise sanitaire affecte les communautés notamment en ce qui concerne l'accès à l'information pertinente, contextuelle et correcte et en ce qui concerne la cohésion sociale
- La manière dont le contexte de la pandémie influence la vie des communautés en lien avec les conflits antérieurs et actuels liés à la pandémie tels que vécus par les communautés dans la sous-région (covid19 facteur d'aggravation de la situation ou opportunité pour aller vers la stabilisation de la région des grands lacs ?).

A partir des données collectées, le consultant devra porter un regard sur les indicateurs du projet et les moyens de les vérifier afin d'y apporter des ajustements nécessaires en cas de besoin.

Enfin, le consultant proposera à l'équipe de mise en œuvre du projet, des améliorations méthodologiques relatives à la mise en œuvre et/ou au suivi évaluation du projet en insistant sur des points d'attentions pour mieux atteindre les résultats du projet.

9. Budget :

Le consultant proposera ainsi, un budget couvrant ses honoraires, les frais de communication téléphonique et d'internet, les frais de déplacement, etc.

10. Période et durée de l'étude :

Cette étude est prévue pour une durée de trois semaines allant du 03 au 22 Aout 2020.

11. Les livrables attendus du consultant :

- Un rapport écrit en langue française ne dépassant pas 30 pages (annexes exclus) dont un résumé de trois pages maximums
- Les questionnaires utilisés
- Les listes de personnes ressources et les brutes de données collectées.

12. Profil du consultant :

- Diplôme universitaire en Analyse des conflits, études de paix, sciences politiques, communication ou domaines similaires,
- Au moins 5 ans d'expérience dans la conduite des enquêtes et analyses de conflits ou des recherches liés au secteur des médias,
- Connaissance approfondie des contextes de la région des grands lacs
- Capacité prouvée de recherche, d'analyse et de rédaction des rapports
- Une compréhension de la situation covid-19 notamment en ce qui concerne la communication et la circulation des informations

- Capacité prouvée d'utilisation des outils multimédias notamment pour organiser des recherches à distance
- Connaissance globale des capacités des partenaires de développement dans la région des grands lacs
- Expérience dans la conception et la mise en œuvre des plans de développement des capacités des partenaires locaux dans la région des grands lacs,

13. Procédure de soumission :

- Soumettre un dossier comprenant une lettre de motivation accompagné d'un CV (avec trois références) du consultant, une note méthodologique ne dépassant pas cinq pages et un calendrier de travail. Si le dossier est soumis par un cabinet, le dossier comprendra aussi une note de présentation du cabinet et tout autre document pouvant témoigner de la crédibilité de la structure
- Soumettre une proposition financière
- Au moins un rapport sur une missions similaires déjà réalisées par le candidat.
- Les dossiers des candidatures doivent être adressée au Directeur de Projet Covid19-PR3GL au plus tard le 27 juillet 2020 à 18 heures précises (heures l'Est de la RDC) à l'adresse mail pchirha@internews.org avec copie aux adresses mails : tchapoy@internews.eu et bmikangi@internews.org